

## Résolution issue des débats du Collectif National d'ENSEMBLE! 23 et 24 septembre 2023

Réuni les 23 et 24 septembre, le Collectif national d'ENSEMBLE ! a débattu de la situation sociale et politique à l'issue de la période estivale.

La rentrée se situe dans un contexte marqué par une aggravation de la crise écolo-climatique, de plus en plus évidente avec les récentes catastrophes climatiques et qui menace les conditions de la vie sur terre. Mais aussi par un environnement international des plus instable : Poursuite de la guerre en Ukraine ; remise en cause, en Afrique de l'Ouest, de l'impérialisme français par une part croissante des populations; situation dramatique de milliers de migrants et migrantes à Lampedusa révélatrice d'une **crise de l'accueil dans une Europe de plus en plus forteresse** ; montée de l'extrême droite en Europe et dans d'autres régions du monde, etc.

Sur le plan de la politique intérieure, le pouvoir s'oppose aux exigences sociales qui se sont exprimées lors du mouvement pour les retraites ou de la révolte des jeunes des quartiers populaires. Il continue à dérouler sa feuille de route néo-libérale qui ne peut répondre aux dégâts de l'inflation en particulier pour les classes populaires au contraire : Attaques contre les droits des chômeurs et chômeuses, des allocataires du RSA ; sur le champ du travail avec la transformation de Pôle Emploi en France Travail et la loi travail; de l'Ecole avec la « réforme » du lycée professionnel ; de l'accueil des migrants (Loi Darmanin) ; cure d'austérité renforcée pour la Sécurité Sociale et les hôpitaux. Elles accentueront la précarité et l'appauvrissement d'une part croissante de la population à un moment où l'inflation pèse de tout son poids (accès à l'alimentation, au logement, à l'énergie etc).

Quant à la question écologique, il se livre à une vaste opération de green washing où on ne touche en rien les fondamentaux d'une forme de capitalisme vert.

Sur le plan des libertés, la dérive autoritaire est toujours là : poursuite des procédures judiciaires qui visent les acteurs et actrices du mouvement des retraites, les écologistes (Sainte Soline), les jeunes des quartiers etc.

Face à un tel tableau, Il y a un contraste de plus en plus saisissant entre le terrain des résistances sociales et écologiques et la scène politique. Sur le terrain social, l'opposition aux mesures gouvernementales et la colère populaire restent vives :

- La marche pour les libertés publiques du 23 septembre a rassemblé 80 000 personnes dans plus de 110 rassemblements avec un grand nombre d'organisations appelantes (en particulier la CGT, la FSU et Solidaires), de multiples configurations locales et la tenue de rassemblements dans des lieux inattendus.

- Malgré la « contre réforme » des retraites qui rentre en application et forte de la puissante mobilisation du premier semestre 2023, l'intersyndicale large s'est maintenue et appelle à une journée d'action le 13 octobre contre l'austérité, pour les salaires et l'égalité hommes/femmes en lien avec une initiative de la Confédération Européenne des Syndicats le même jour.

- Le Tour de France de la Santé commence à s'organiser avec un certain nombre d'évènements déjà programmés sur le territoire d'ici le vote du budget de la Sécu et une pétition qui démarre.

- Les mobilisations féministes contre les attaques qui menacent les droits des femmes sont un enjeu majeur des combats pour l'égalité : journée internationale pour le droit à l'avortement le 28 septembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes le 25 novembre.

- Dans la dimension écologique, les journées des Résistantes au Larzac cet été ont mis à l'ordre du jour la tenue de mobilisations sur différents champs d'intervention (fermes usines, projets autoroutiers, grands projets inutiles etc). La réunification du mouvement anti-nucléaire qui s'y est produite et une première initiative « grand ouest » signent le retour de la prise en compte des enjeux énergétiques à un moment où le gouvernement relance un programme électro nucléaire sans aucun débat démocratique.

Par contre, sur la scène politique, la situation de la NUPES en particulier est tout à fait inquiétante. Les contradictions n'ont fait que s'y accentuer au fil des dernières semaines. Au plan électoral, la logique de division est prédominante dans ses états-majors faute d'avoir réellement débattu des différences d'orientation

sur le fonds. Cette situation de crise larvée au sein de la NUPES pèse lourd dans la capacité des luttes à se développer au niveau qu'il faudrait pour changer les rapports de force avec le capital. L'appel d'un certain nombre de maires ou celui des jeunes issu-es des principales formations de la NUPES pour une liste commune aux européennes sont des éléments positifs et à suivre.

Du côté de la gauche alternative, le forum pour construire l'alternative du 2 juillet a connu une honnête participation. Il reste à lui donner une suite avec les forums locaux. L'articulation entre cette démarche et la question de la gauche et des écologistes doit être mise en débat avec nos partenaires.

**Il est urgent de reconstruire une identité et un imaginaire de gauche qui réponde mieux aux aspirations populaires sur le partage des richesses, sur la solidarité, sur l'égalité sur la démocratie.**

## **NOS TACHES**

Nous mesurons bien qu'il faut, autant que possible, consolider les dynamiques de résistance et de revendications. Ces tâches concernent les diverses organisations, courants, militant-es, personnes motivées pour construire des réponses à la situation : toutes les composantes de la NUPES, celles rassemblées par l'Alliance (discutée lors de la Fête de l'Humanité), celles qui ont organisé le Forum pour construire l'alternative du 2 juillet.

Nous appuyons toutes les possibilités que portent les propositions de l'intersyndicale afin que des dynamiques locales permettent actions et débats unitaires. Cette perspective de construction d'un rapport de force est une des voies afin de constituer un bloc social et politique alternatif à la majorité. Ces tâches sont indispensables pour combattre et faire reculer la place de l'extrême-droite.

Nous cherchons ainsi, parce que c'est urgent face au désarroi généralisé, les moyens pour recomposer une force politique de rupture avec le système capitaliste globalisé, porteuse d'émancipation. Pour les mois et les années auxquelles nous sommes confronté-es, les lignes de force nous semblent bien tracées.

### **1) Le Collectif National rappelle les campagnes que notre mouvement a décidé d'engager sur 4 axes prioritaires d'intervention :**

- dans le champ du travail
- dans le domaine de la solidarité, des services publics et de la protection sociale
- sur la crise écologique et l'urgence climatique
- sur la défense des libertés, l'antiracisme, l'antifascisme et la lutte contre le patriarcat.

Les mobilisations évoquées plus haut recoupent au moins en partie les thématiques de nos axes de campagne. Nous y participons dans des cadres unitaires larges. Pour y participer pleinement, il convient de développer nos propositions et de traduire nos décisions de campagne en matériels militants opérationnels : tracts, autocollants, brochures, argumentaires mis à la disposition des collectifs, etc.

Les militants et militantes sont invité-es à rejoindre les commissions de manière à renforcer la capacité de celles-ci à produire les matériels en lien avec les campagnes. De même les collectifs disposant de documents utiles sont invités à les mutualiser.

### **Les priorités suivantes sont proposées :**

-  **dans le domaine du travail et des solidarités :** affronter la question de la pauvreté (reprendre l'augmentation massive des minima sociaux, l'échelle mobile des salaires) et avancer des propositions unifiantes pour tout le salariat, développer des mesures immédiates contre l'inflation.

Proposer une tribune commune à nos partenaires du CLIO et des forums pour l'alternative et au-delà.

Contribuer au développement de la campagne du Tour de France de la santé . Pour une Sécurité Sociale ayant des moyens à la hauteur des besoins et gérée démocratiquement.

*Une feuille de route plus détaillée est jointe en annexe.*

- **sur la défense des libertés** : poursuivre la participation d'ENSEMBLE ! au collectif des Marches pour la justice et contre les violences policières sur la base de la défense des libertés publiques et de mesures immédiates dans une perspective de transformation démocratique de la police
- **s'investir pleinement dans les mobilisations féministes** à venir : journée internationale pour le droit à l'avortement le 28 septembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes le 25 novembre
- **sur les questions des migrations** : axer la campagne sur la régularisation de **tous et toutes** les sans papiers (en n'oubliant pas qu'une partie importante des migrants sont des migrantes)
- **dans le domaine de l'écologie** : recenser et valoriser les luttes écologiques locales, souvent gagnantes et qui rencontrent de l'écho dans la jeunesse.  
Promouvoir politiquement un projet de Sécurité sociale de l'alimentation (SSA), comme perspective d'accès à une alimentation suffisante et de qualité pour toutes et tous, de transformation des circuits alimentaires en lien avec une agriculture paysanne et écologique, en rupture avec l'agrobusiness et travaillant le plus possible en circuit court. Nous nous appuyons sur les élaborations des collectifs et réseaux nationaux existant, ainsi que sur les expériences territoriales. Un dossier rassemblant les documents et ceux de la commission écologie d'ENSEMBLE! sera mis à disposition des collectifs, pour un débat lors d'un CN
- **poursuivre les tâches de solidarité internationale** dans lesquelles le mouvement est investi (Ukraine, Palestine, etc)
- dans chacune de nos campagnes, ne pas oublier de se positionner par rapport à la menace de l'extrême droite

## 2) Sur l'Europe

Sans préjuger de la position qui sera celle d'ENSEMBLE ! Sur les élections européennes, il est décidé de mettre en place un groupe de travail sur les contenus de ce que pourrait être une campagne européenne : l'Europe que nous voulons, sachant que le contexte européen a profondément changé depuis 5 ans (guerre en Ukraine, montée des extrêmes droites autour de positions nouvelles – forme de « nationalisme européen », Europe blanche et chrétienne – , ...) et qu'il y a nécessité de prendre en compte les enjeux de la pauvreté, de l'écologie et de construire un imaginaire politique internationaliste (voir récente tribune de B. Badie). Ce groupe de travail pourrait être ouvert à des personnalités ou à des partenaires extérieurs.

## 3) Recomposition/dépassement

La situation politique, loin d'être stabilisée en particulier au sein des gauches et des écologistes, nous contraint à travailler grand angle. Il nous faut à la fois :

- contribuer partout où c'est possible à l'ancrage territorial de la NUPES au travers d'assemblées citoyennes et populaires,
- asseoir la coopération avec les partenaires du CLIO et œuvrer à son élargissement vers une alliance de gauche démocratique, écologique et sociale, coalition ouverte aux individus et organisations dans le respect de l'indépendance de chacun.
- donner une suite au forum pour construire l'alternative en travaillant à la tenue de forums locaux avec les partenaires locaux intéressés et en lien avec les mobilisations.
- rencontrer les camarades de « Tendance Communiste » pour un échange sur leurs perspectives

Dans toutes ces démarches nous devons avoir une attitude politique ouverte aux évolutions possibles du champ politique. Une attention particulière doit être réservée aux individus (citoyens et citoyennes engagés·es, syndicalistes, militant·es d'associations...) et aux collectifs citoyens qui pourraient s'y associer